

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 16/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING NORD-EST

11 Route industrielle
BP 1
68320 Kunheim

Références : 0006702131_2024_04_23_DS SMITH_Kunheim_VIIC_Respect ech eau
Code AIOT : 0006702131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD-EST implanté 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING NORD-EST
- 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006702131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH est spécialisée dans la fabrication de carton. 300 personnes travaillent sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance des émissions	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
6	Modification des conditions d'exploiter	Code de l'environnement, article R181-46 II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		02/12/2021, article 4.11	prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Contrôle des rejets	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 4 (partiellement*)	Levée de mise en demeure
4	Conduite de l'installation	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 5	Levée de mise en demeure

* Pour ce point de contrôle, la prescription « les installations de traitement sont correctement entretenues » sera vérifiée lors d'une visite d'inspection ultérieure »

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite avait pour objectif de lever plusieurs points de l'arrêté de mise en demeure du 17/11/2023 relatifs à la thématique de l'eau superficielle. Les autres points de cet arrêté de mise en demeure seront traités lors d'une visite d'inspection ultérieure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans un délai d'1 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.4, 4ème alinéa de l'Arrêté Ministériel du 02/12/2021 susvisé : « Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan où figurent les éléments graphiques de la prescription contrôlée. Par mail du 25/04/2024, l'exploitant a transmis deux plans des réseaux d'eaux usées et pluviales où figurent les éléments mentionnés dans la prescription contrôlée ainsi qu'une légende et des indications sous format texte. Par exemple, la vanne d'obturation du rejet Rhin est désormais mentionnée sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans un délai d'1 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.4 de l'arrêté Préfectoral du 08/01/2020 susvisé : « Le volume rejeté dans le Rhin est contrôlé tous les jours. La DCO est contrôlée toutes les semaines. Les autres mesures sont faites tous les trimestres. L'industriel communique les résultats via le système informatique GIDAF. »
Constats : L'exploitant a indiqué que le pH, la température et le volume rejeté sont relevés tous les matins par le conducteur de la station d'épuration. Cet élément a été justifié par la présentation de la fiche informatisée de relevé du mois de mars 2024. Cette fiche est informatisée à partir des relevés manuscrits journaliers du conducteur de la station. Par exemple à la date du 5 mars, le pH était de 7,97 ; la température de rejet de 13 °C et le volume rejeté de 56 m3. La DCO est analysée toutes les semaines en interne. A la date du 6 mars 2024, sa valeur était de 107 mg/L ; 86,9 mg/L le 12 mars 2024 ; 108 mg/L le 20 mars 2024 et 56 mg/L le 27/03/2024. La prescription contrôlée ci dessus indique « les autres mesures sont faites tous les trimestres ». Ces autres mesures sont décrites dans l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2020 portant prescriptions complémentaires. Il s'agit des éléments suivants : DBO5, MES, HC, Composées organiques halogénés, Indice phénols, Phosphore et Azote. Les autres paramètres DBO5, MES, HC, Composées organiques halogénés, Indice phénols, Phosphore et azote sont vérifiés tous les trimestres par un laboratoire externe. Les rapports d'analyses trimestrielles suivants ont été transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- prélèvement du 8/11/2023, analyse le 14/11/2023,- prélèvement du 27/12/2023, analyse du 28/12/2023,- prélèvement du 5/03/2024, analyse du 08/03/2024. Pour l'analyse la plus récente du 8/03/2024, les paramètres DBO5, MES, hydrocarbures, composés organiques halogénés, indice phénols, phosphore et azote ont été analysés. Les résultats des analyses sont renseignés mensuellement via le système informatique GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Installations de traitement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé : « [...] Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés [...] en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Depuis la dernière visite, l'exploitant a installé une alarme avec enregistreur sur les seuils haut et bas du pHmètre du rejet Rhin. Les valeurs de pH à respecter pour les eaux usées rejetées dans le Rhin sont comprises entre 5,5 et 8,5 conformément à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 8

<p>janvier 2020.</p> <p>Le débitmètre est asservi à une alarme haute (pH = 8,3) et une alarme basse (pH = 5,8) aboutissant sur le téléphone du conducteur de la station ou en son absence au service maintenance.</p> <p>Cette alarme n'a pas été testée lors de l'inspection. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre l'enregistrement sur 24 heures pour la journée du 19/04/2024. Par mail du 07/06/2024, cet enregistrement a été transmis à l'inspection et indique un pH constant d'une valeur de 7,7.</p> <p>Les paramètres pH rejet Rhin et température rejet Rhin sont relevés quotidiennement sur un registre manuscrit puis informatisé comme décrit dans le constat du point de contrôle n°2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Conduite de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé : « [...] La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>La conduite de la station est sous-traitée à la société Véolia. Le jour de la visite, deux agents de cette société étaient présents.</p> <p>Un devis signé par l'exploitant avait été transmis par mail du 8 novembre 2023. Ce devis mentionne l'exploitation de la station d'épuration par Véolia.</p> <p>Deux fiches d'évaluation de formation des deux agents de Véolia ont été transmises à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :</p> <p>« [...] les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. [...] »</p> <p>Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 20 juillet 2023, l'exploitant avait présenté le rapport de contrôle de suivi régulier des rejets réalisé du 19 au 20 octobre 2022 et qui indiquait des écarts par rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la mesure du débit de rejet, - aux résultats d'analyse réalisée en interne pour les paramètres ST-DCO et MES. <p>Un second rapport de contrôle du 9 au 11 mai 2023 a également été transmis. Ce rapport conclut dans la partie "expertise technique des dispositifs d'auto surveillance" au bon fonctionnement du débitmètre en sortie de station.</p>

En revanche, dans ce même document, un comparatif analytique a été réalisé entre les analyses réalisées par le laboratoire interne et celles réalisées par un laboratoire externe. Pour le seul paramètre analysé, la DCO, l'écart entre les analyses du laboratoire interne et externe est supérieur à 10 %.

Par mail du 7/06/2024, l'exploitant a transmis un courrier de l'agence de l'eau daté du 26/04/2024 concernant l'audit du dispositif de suivi régulier des rejets réalisé du 9 au 11 mai 2023.

Ce courrier n'apporte pas d'éléments par rapport à la fiabilité de l'analyse des paramètres ST-DCO et MES.

Du plus, l'article 58 de l'arrêté du 2/2/98 sus-visé indique que « *Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.* »

Après vérification et par échantillonnage, les normes utilisées pour les analyses des paramètres DBO5, AOX et MES sont celles mentionnées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 22 février 2022.

En revanche, le prélèvement n'étant pas réalisé sous accréditation l'inspection ne peut pas se positionner sur la fiabilité des données du prélèvement et de l'analyse de la DCO. C'est pourquoi, il est demandé à l'exploitant de réaliser un contrôle de recalage conformément à l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un contrôle de recalage

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N°6 : Modification des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R181-46 II

Thème(s) : Modifications

Prescription contrôlée :

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article [L. 181-1](#) inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

Constats :

Le respect de cette prescription concerne le bassin de sécurité de la station d'épuration d'un volume de 200 m³.

L'exploitant a expliqué à l'inspection lors de la visite que le bassin de sécurité était uniquement un bassin de transit lors du démarrage de la station il y a environ 25 ans. Il a en outre indiqué que ce bassin est devenu depuis un bassin de sécurité qui récupère les trop pleins des encres, des colles, les effluents des bassins tampons, les perméats de membranes, les surnageants de fosses sceptiques.

Suite au curage de ce bassin, l'exploitant a présenté aux inspecteurs 2 bordereaux de suivi de déchets dangereux datés du 9/04/2024 et qui indiquent des quantités de 28 et 29 tonnes de produits liquides.

Lors de la visite, le service d'inspection a constaté que la hauteur de liquide présente dans ce est

<p>d'environ 1 mètre sur une hauteur maximum d'environ 2, 5 mètres. Au vu de ces constats, ce bassin est un bassin de stockage de déchets dangereux.</p> <p>Or, l'exploitant, par courrier du 18/03/2019 (annexes au dossier de porter à connaissance transmis suite à l'arrêté préfectoral du 27 juin 2018 prescrivant la mise à jour des informations de la demande initiale à l'entreprise DS SMITH Packaging Nord-Est), a transmis le schéma de principe de fonctionnement de la station d'épuration. Sur ce schéma, le bassin de sécurité ne récupère que partiellement les eaux issues du clarificateur.</p> <p>De même, le schéma de fonctionnement de la station d'épuration que l'exploitant a transmis à l'inspection lors de sa dernière visite de 2023 indique que le bassin de sécurité recueille le trop plein des encres, le trop plein des colles, le trop plein de la fosse de relevage. Ce schéma montre que le contenu de ce bassin est ensuite dirigé vers le bassin tampon. Ce qui n'a pas été constaté lors de la visite du 23/04/2024.</p> <p>Les différentes informations transmises par l'exploitant et relatives à son dossier d'autorisation (y compris les éléments transmis le 18/03/2019) ne sont pas cohérentes entre elles ainsi qu'avec le fonctionnement actuel du bassin de sécurité ce qui constitue une non conformité à la prescription susmentionnée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.11
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de visite du 20/07/2023 indique que « Les volumes des cuves situées dans le local intérieur de la STEP sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le décanteur 8m3 : Plein en permanence - La cuve de préparation de colle : 6m3 : utilisée avec un taux de remplissage à 66% soit 4m3. - La cuve de préparation des encres : 20m3 - La R35 : 4m3 utilisée comme tampon lorsque la concentration des encres comporte plus de 20m3, elle peut recevoir potentiellement 4m3. - La R50 : 30m3 utilisée lors de problèmes au cours de la concentration. Très peu utilisée, actuellement vide. <p>Les volumes présents dans la STEP sont donc évalués à 68 m3 au maximum. La rétention associée à ces cuves est le bassin de sécurité »</p> <p>Le service d'inspection relève que le bassin de sécurité ne peut pas être considéré comme un bassin de rétention (cf. les éléments du constat précédent) vu qu'en fonctionnement normal de l'installation il est utilisé comme bassin de stockage de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois